

REPÈRES POUR UNE POLITIQUE DE GAUCHE DE L'ÉNERGIE

Collectif d'experts « Energie et développement durable »

22/04/2014

L'énergie a partie liée avec le progrès, les choix de société, la géopolitique, la gouvernance démocratique. Alors que s'engage la discussion sur la loi sur la transition énergétique et environnementale, quels sont les marqueurs de gauche d'une politique de l'énergie?

Alors que s'engage la discussion sur la loi de transition énergétique et environnementale, quels sont, quels pourraient être les marqueurs de gauche d'une politique de l'énergie ?

Être de gauche, c'est ne pas se contenter du progrès technologique mais lui associer sans relâche la recherche du progrès social et la gouvernance démocratique de ses orientations et conséquences.

Le clivage idéologique sur les choix énergétiques passe surtout entre les pays qui, comme la France, et souvent s'inspirant d'elle, ont fait le choix d'un pilotage centralisé de l'optimum global, et ceux qui s'en remettent au marché (en réalité à un mix de marché et de régulation à la cohérence introuvable). Avec la montée des préoccupations environnementales, un nouveau clivage traverse les gauches européennes, sur la notion de progrès technique et sociétal. Enfin, il existe un nouveau champ de structuration de la pensée de gauche qui oblige à penser autrement la ville. Ce sont ces trois défis européen, écologique et urbain que nous allons essayer de formuler.

Une nouvelle stratégie européenne est indispensable. La libéralisation de l'énergie en Europe a montré ses limites (prix en hausse pour le consommateur final, insuffisamment prévisibles pour les investissements industriels). Le dernier plan énergie-climat adopté en 2008 est passé à côté de la renaissance des hydrocarbures fossiles dans le monde. C'est pourquoi le retour aux responsabilités de la gauche en France et dans la grande coalition en Allemagne est l'occasion, à ne pas manquer, d'élaborer une démarche commune sur la transition énergétique dans les deux pays.

L'accès de tous à l'énergie est une question de solidarité nationale que la gauche doit aborder à travers la lutte contre la précarité énergétique (mesurée par un seuil supérieur à 10% des dépenses énergétiques dans le budget d'un ménage). Quel que soit la politique de soutien aux précaires énergétiques, c'est la baisse du budget énergétique global par ménage qui est en jeu, pas le prix payé pour chaque vecteur d'énergie.

La question de la gouvernance démocratique pour les choix énergétiques est primordiale. En ce

sens, la démarche de préparation des décisions publiques concernant l'exploitation des gaz de schiste et autres hydrocarbures non-conventionnels a été loin d'être démocratique et a conduit au blocage social. Les processus de fabrication des décisions sont importants pour des choix robustes, et pour que les citoyens y adhèrent : ce principe démocratique gagne à être réaffirmé par la gauche.

Le territoire est le cadre pertinent de la politique énergétique. L'organisation urbaine et régionale a un impact majeur sur la consommation d'énergie (mobilité, électricité, chauffage). Elle reflète des choix de société, de modes de vie, de valorisation des ressources naturelles. Gouvernance démocratique, déploiement des énergies renouvelables, emploi dans les nouveaux métiers de l'énergie, systèmes énergétiques décentralisés : autant d'enjeux à relever pour la gauche afin de valoriser et de partager le territoire. La politique énergétique est la résultante de ces choix.